

Le problème de l'industrie de la pâte à papier et du papier dépasse de beaucoup le point de vue de l'exportation. Il y a d'abord la question de la concurrence. J'espère que le ministre se renseignera un peu sur la concurrence que nous fait le pin du sud, ainsi que l'utilisation accrue du bois dur dans les États de la région des lacs et de la Nouvelle-Angleterre. Tout cela conduit les fabricants américains à accroître leurs immobilisations et leurs exploitations afin de répondre aux besoins de leur propre marché intérieur, de sorte que notre part de ce marché diminue. Le point capital, c'est que nous avons encore d'immenses ressources forestières que nous pouvons exploiter pour en tirer un rendement soutenu, mais nous n'en obtenons rien. J'ignore si le ministre sait que des fabriques de pâte à papier et de papier de la circonscription de Kenora-Rainy-River songent depuis longtemps, sans s'y décider, à établir une fabrique de pâte à papier dans la région de Sioux-Lookout. Pour une raison ou pour une autre, elles ont toujours reculé. C'est la tendance depuis environ dix ans. On agrandit les usines déjà établies, mais il semble qu'il soit impossible d'en obtenir de nouvelles, notamment dans l'intérieur oriental et dans les forêts boréales où nous sommes près des marchés.

Je ne prétends pas que cette tendance soit imputable au ministre ou liée à ses intérêts. Mais ce qui agace tout le monde à propos de l'industrie du papier et de la pâte à papier, c'est que le gouvernement actuel, c'est-à-dire le gouvernement fédéral, ne fait preuve d'aucune initiative en ce qui concerne le financement de cette industrie, et ne lui accorde pas les facilités de crédit qui lui permettraient d'atteindre les marchés mondiaux. Une autre chose qu'on prétend, évidemment, c'est que l'industrie est surtaxée. Grâce à tous les renseignements dont disposent le ministre des Finances et le ministre du Commerce, il me semble qu'ils devraient être en mesure de proposer quelque chose qui soit apte à aider cette industrie qui, à l'heure actuelle, et depuis plusieurs mois, produit en deçà de sa capacité.

Monsieur le président, ce qui rend difficile de formuler des observations lorsque les crédits du ministre du Commerce sont à l'étude, c'est qu'il a la faculté étonnante de hocher la tête et d'esquisser des sourires comme pour signifier que tout ce qu'on dit n'a pas de bon sens.

**L'hon. M. Churchill:** Non, au contraire. Je proteste contre cette observation, monsieur le président. Si je hochais la tête, c'est parce que mon ami m'a informé qu'il y a quelques minutes l'honorable député a consigné au compte rendu une partie des délibérations d'un

comité dont la Chambre n'a pas encore été saisie et qu'il a ainsi enfreint le Règlement. C'est pour cela que je hochais la tête.

**M. Fisher:** Vous auriez dû en parler.

**L'hon. M. Churchill:** Je l'aurais fait si j'avais su que le comité n'a pas présenté son rapport.

**M. Fisher:** Je ne me suis pas rendu compte de ce que j'enfreignais le Règlement. J'aurais pu m'en tirer de toute façon, car les propos de M. Ambridge ont été reproduits un peu partout dans les journaux et dans les publications commerciales. Je crois que je pouvais le faire, mais je m'excuse si j'ai enfreint le Règlement.

Un des points que je veux souligner plus sérieusement que toute autre question dont j'aie saisi la Chambre, c'est que la situation des fabricants de pâte à papier et de papier est extrêmement grave. Si cette industrie ne connaît pas de relance, les gens de notre région pourraient bien songer à plier bagages. Sans vraiment manquer de confiance dans cette région, je pense que sa prospérité est strictement liée à celle de l'industrie de la pâte à papier et du papier. Je signale au ministre que les chantiers maritimes y ont fermé. La troisième des plus grandes avionneries du Canada risque de fermer ses portes. Nous ne parvenons pas à lancer l'expansion de l'industrie de transformation, fût-ce à une petite échelle. Si l'industrie de la pâte à papier et du papier éprouve de rudes difficultés au cours des deux prochaines années, notre situation se comparera, à mon avis, à celle de certaines des provinces démunies de l'Est canadien. Il est à peu près temps que le ministre du Commerce et le ministre des Finances songent sérieusement à ce problème ou au moins nous donnent l'assurance que les industriels et les syndicats qui annoncent la ruine n'ont pas sujet de la prédire.

Un des points que je veux aborder traite de l'aspect bien discuté de la ligne de conduite du gouvernement actuel à l'égard des petites entreprises. Le gouvernement actuel a recueilli la majeure partie de son appui au cours des élections passées, à mon avis, chez bien des gens qui ont de petites entreprises manufacturières et l'un des aspects les plus engageants exposé par le gouvernement dans ses campagnes électorales a été d'indiquer vivement qu'ils aideraient les petites entreprises. Sans se lancer dans trop de détails le ministre a eu maintenant deux ans pour élaborer un genre quelconque de programme. Un des grands exemples à cet égard en particulier a été l'administration des petits prêts aux États-Unis qui, pas à une grande échelle mais à une petite, a fait ce que l'on estime être aux États-Unis un travail couronné de succès depuis longtemps. J'aimerais